

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**COMMUNE DE MESSERY**

Haute-Savoie

**SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2026 19 H.**

L'an deux mille vingt-six, le jeudi vingt-six février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune dûment convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Serge Bel, Maire.

Etaient présents : Serge BEL. Nathalie VUARNET. Roseline MEGHEZZI. Claude GERARD. Annie BLOT. Cyril PUECH. Alexis MARI. Lucille SCHEFZICK. Frédéric RODRIGUES. Claude CERRI. Nathalie REYNAUD. Isabelle DUCROZ.

Absents : Thierry NOIR. Bernard WALET. Charlène COSTAFROLAZ. Bettina SCHMIDT. François KRAUZE. Alexandre RAYMOND. Jacques GROSJEAN.

Nombre de conseillers en exercice : 19  
Nombre de membres présents : 12  
Nombre de suffrages exprimés : 13  
Nombre de procurations : 1  
Date de la convocation : 18-02-2026

M. Lucille SCHEFZICK a été élue secrétaire de séance

**Délibération n°1 : Salle communale multifonctions aux Semiss – projets d'avenants**

Le chantier de la nouvelle salle communale des Semiss se termine. La réception est prévue le 06 mars prochain.

Restera à installer la cuisine et à élaborer un règlement d'utilisation avant que la salle puisse être utilisée par la population et les associations.

Rappel :

Le 26 septembre 2024, lorsque le conseil municipal a approuvé le marché de travaux avec les entreprises, le coût de l'opération (études, maîtrise d'œuvre et travaux) était de **2 522 118 € TTC**.

2 éléments n'étaient pas pris en compte dans ce chiffrage :

- L'équipement de la cuisine et le mobilier (tables et chaises) ;
- Le chemin d'accès.

Cinq avenants ont été passés depuis le 26 septembre 2024 (1 avenant au contrat de maîtrise d'œuvre, 4 avenants au marché de travaux), portant le montant de l'opération à **2 566 196.90 € TTC** (hors cuisine, chemin d'accès et actualisation de prix).

Proposition :

En fin de chantier, une série d'avenants au marché de travaux sont proposés au maître d'ouvrage :

|   |                                  |
|---|----------------------------------|
| - Lot 1 : VRD entreprise GROPPI : projet d'avenant n°1 (dont chemin d'accès- voir détail des prestations dans avenant) :        | <b>+ 68 400.19 € TTC</b>         |
| - Lot 3 : Charpente – bardage entreprise FAVRAT : Projet d'avenant n°1 (détail des prestations dans devis joints à l'avenant) : | <b>+ 4 388.74 € TTC</b>          |
| - Lot 5 : Menuiserie ext. Serrurerie entreprise NUOVALU : projet d'avenant n° 1 négatif :                                       | <b>- 4 260.00 € TTC</b>          |
| - Lot 6 : Menuiserie intérieure entreprise VERGORI : projet d'avenant n°1 (détail des prestations suppl. dans l'avenant) :      | <b>+ 7 270.56 € TTC</b>          |
| - Lot 8 : Chape liquide entreprise SATIBAT : projet d'avenant n°1 (détail des prestations suppl. dans devis) :                  | <b>+ 1 356.14 € TTC</b>          |
| - Lot 12 : Serrurerie-Métallerie entreprise DEVILLE METALLERIE : projet d'avenant n°2 négatifs :                                | <b>- 5 607.00 € TTC</b>          |
| - Lot 13 : Sondes géothermiques entreprise DELAVOET ET FILS : projet d'avenant n°1 (détail des prest. suppl. dans devis) :      | <b>+ 3 840.00 € TTC</b>          |
| - Lot 14 : Electricité entreprise MUGNIER ELEC : projet d'avenant n°2 (détail des prestations suppl. dans devis) :              | <b>+ 4 786.99 € TTC</b>          |
| <b><u>Total avenants proposés :</u></b>   | <b>+ 80 175.62 € TTC</b>         |
| <b>Total avenants passés au marché de travaux :</b>   | <b>+ 99 785.62 € TTC</b>         |
| <b>Nouveau montant de l'opération</b><br>(sans cuisine, sans les tables et les chaises et hors actualisation de prix) :         | <b><u>2 639 022.50 € TTC</u></b> |
| <b>Nouveau montant de l'opération</b><br>(Avec cuisine + tables et chaises) :   | <b>2 708 333.80€ TTC</b>         |
| <i>NB : Hors actualisation de prix</i>  |                                  |
| <b>Dépenses réalisées au 06/02/2026 :</b>   | <b>1 970 380.96 € TTC</b>        |
| <b>Somme restant due</b><br><b>(Hors actualisation de prix) :</b>   | <b>737 952.90 € TTC</b>          |

NB :

- **Rappel des subventions obtenues :** **925 000 €**
- **Rappel du FCTVA (16.404 %) :** **env. 440 000 €**  
**1 365 000 €**

A une question posée par Cyril PUECH, le Maire répond que le montant de l'avenant « GROPPi » s'explique en grande partie par la réalisation du chemin d'accès, lequel n'était pas prévu au marché initial.

Il précise que l'option en béton désactivé a été préférée, en dépit de son coût, en raison des problèmes de ruissèlement d'eau dans le secteur.

Chacun semble assez d'accord avec ce choix.

Il est donc proposé d'approuver les 8 avenants présentés ci-dessus.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**Approuve** les huit avenants énumérés ci-dessous et autorise M. le Maire à les signer.

- Lot 1 : VRD entreprise GROPPi : avenant n°1  
(dont chemin d'accès- voir détail des prestations dans avenant) : **+ 68 400.19 € TTC**
- Lot 3 : Charpente – bardage entreprise FAVRAT :  
avenant n°1 (détail des prestations dans devis joints à l'avenant) : **+ 4 388.74 € TTC**
- Lot 5 : Menuiserie ext. Serrurerie entreprise NUOVALU : avenant n° 1 négatif : **- 4 260.00 € TTC**
- Lot 6 : Menuiserie intérieure entreprise VERGORI :  
avenant n°1 (détail des prestations suppl. dans l'avenant) : **+ 7 270.56 € TTC**
- Lot 8 : Chape liquide entreprise SATIBAT :  
avenant n°1 (détail des prestations suppl. dans devis) : **+ 1 356.14 € TTC**
- Lot 12 : Serrurerie-Métallerie entreprise DEVILLE METALLERIE : avenant n°2 négatifs : **- 5 607.00 € TTC**
- Lot 13 : Sondes géothermiques entreprise DELAVOET ET FILS : avenant n°1  
(détail des prest. suppl. dans devis) : **+ 3 840.00 € TTC**
- Lot 14 : Electricité entreprise MUGNIER ELEC :  
avenant n°2 (détail des prestations suppl. dans devis) : **+ 4 786.99 € TTC**

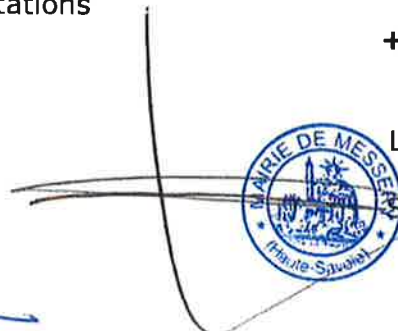
La secrétaire de séance

Lucille SCHEFZICK



Le Maire

Serge BEL



## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

### **COMMUNE DE MESSERY**

Haute-Savoie

### **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2026 19 H.**

L'an deux mille vingt-six, le jeudi vingt-six février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune dûment convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Serge Bel, Maire.

Etaient présents : Serge BEL. Nathalie VUARNET. Roseline MEGHEZZI. Claude GERARD. Annie BLOT. Cyril PUECH. Alexis MARI. Lucille SCHEFZICK. Frédéric RODRIGUES. Claude CERRI. Nathalie REYNAUD. Isabelle DUCROZ.

Absents : Thierry NOIR. Bernard WALET. Charlène COSTAFROLAZ. Bettina SCHMIDT. François KRAUZE. Alexandre RAYMOND. Jacques GROSJEAN.

Nombre de conseillers en exercice : 19

Nombre de membres présents : 12

Nombre de suffrages exprimés : 13

Nombre de procurations : 1

Date de la convocation : 18-02-2026

M. Lucille SCHEFZICK a été élue secrétaire de séance

### **Délibération n° 2 : Renonciation à l'application des pénalités de retard – Marché travaux de construction de la Salle des Fêtes des SEMISS**

Suite aux fortes pluies ayant détrempé le sol ne permettant pas l'accès au chantier, la construction de la salle des fêtes des SEMISS (opération 10009) n'a pas avancé dans les délais prévus au marché.

Ces intempéries étant tout à fait exceptionnelles, et n'engendrant qu'un faible retard, la maîtrise d'œuvre propose de renoncer à l'application des pénalités de retard d'exécution pour 20 jours (réception des travaux groupés prévue le 06 mars 2026), pour l'ensemble des lots, à savoir :

- Lot 1 – terrassement – GROPPI
- Lot 2 – gros œuvre – AKCELEP
- Lot 3 – charpente – FAVRAT
- Lot 4 – étanchéité – SOPREMA
- Lot 5 – menuiserie extérieure – NUOVALU
- Lot 6 - menuiserie intérieure – VERGORI
- Lot 7 – plâtrerie – BOUJON PLAQUISTE
- Lot 8 – chape liquide – SATIBAT
- Lot 9 – sols durs – BOUJON Carrelage
- Lot 10 – parquet – DECOPARQUET

- Lot 11 – peinture / nettoyage – AMP
- Lot 12 – serrurerie / métallerie – DEVILLE SA
- Lot 13 – sondes géothermiques – DELAVOET
- Lot 14 – électricité – MUGNIER/SDEL
- Lot 15 – plomberie / chauffage – OXALLI

Cette proposition de renoncement aux pénalités de retard pour la totalité des entreprises mérite d'être débattue dans la mesure où, de l'avis même du maître d'œuvre, certains retards ne découlent pas des conditions météorologiques de ces dernières semaines.

Dans un mail du 23/02/2026, M. CHOIGNARD écrit en effet :

Le décalage constaté ne résulte pas d'un manquement de la maîtrise d'œuvre, mais de retards imputables à plusieurs entreprises :

Serrurier : retard de deux mois pour la pose des portes métalliques, ayant repoussé le coulage des chapes de fin juillet à fin septembre. Les pièces contractuelles sont signées et opposables ; des pénalités peuvent être appliquées.

Façadier : retard caractérisé malgré nos alertes répétées dès septembre quant à l'insuffisance des effectifs mobilisés.

Plaquiste : erreurs d'approvisionnement et désorganisation du lot, nécessitant plusieurs semaines d'échanges et l'intervention d'un huissier.

Menuisier intérieur : retard persistant impactant le chemin critique, avec des prestations restant à finaliser. Il ne vient même pas en réunion de chantier, on est contraint de le faire avancer avec ses sous-traitants. On perd un temps monstre.

Lot VRD : retard partiellement lié aux conditions météorologiques, les travaux étant dépendants de périodes sèches.

C'est donc au conseil municipal de décider ce qu'il convient de faire s'agissant de l'application des pénalités de retard.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**Décide de renoncer** aux pénalités de retard pour l'ensemble des entreprises énumérées ci-dessus à l'exception des entreprises suivantes :

- Entreprise DEVILLE SA (lot 12 – serrurerie-métallerie)
- Entreprise FAVRAT (lot 3 - charpente)
- Entreprise BOUJON PLAQUISTE (lot 7 – plâtrerie)
- Entreprise VERGORI (lot 6 – menuiserie intérieure).

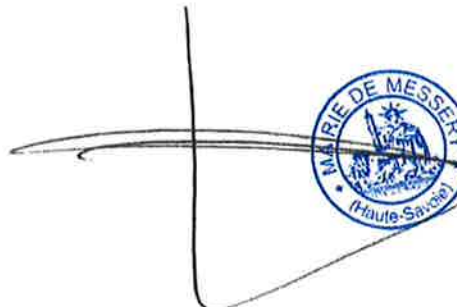
La secrétaire de séance

Lucille SCHEFZICK



Le Maire

Serge BEL



## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

### **COMMUNE DE MESSERY**

Haute-Savoie

### **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2026 19 H.**

L'an deux mille vingt-six, le jeudi vingt-six février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune dûment convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Serge Bel, Maire.

Etaient présents : Serge BEL. Nathalie VUARNET. Roseline MEGHEZZI. Claude GERARD. Annie BLOT. Cyril PUECH. Alexis MARI. Lucille SCHEFZICK. Frédéric RODRIGUES. Claude CERRI. Nathalie REYNAUD. Isabelle DUCROZ.

Absents : Thierry NOIR. Bernard WALET. Charlène COSTAFROLAZ. Bettina SCHMIDT. François KRAUZE. Alexandre RAYMOND. Jacques GROSJEAN.

Nombre de conseillers en exercice : 19

Nombre de membres présents : 12

Nombre de suffrages exprimés : 13

Nombre de procurations : 1

Date de la convocation : 18-02-2026

M. Lucille SCHEFZICK a été élue secrétaire de séance

### **Délibération n°3 : **Projet de convention Commune/ORANGE pour enfouissement des réseaux de communication électroniques rue du Borgé****

Dans le cadre de la réfection de la rue du Borgé, il a été proposé, dans un but essentiellement esthétique, de procéder à l'enfouissement des réseaux de télécommunication aériens.

Dans la mesure où cette opération de mise en souterrain a un but esthétique, les travaux sont à la charge de la collectivité.

Selon un devis remis par la société ORANGE, le coût de l'enfouissement s'élève à 1 867 €.

NDR : la somme ci-dessus porte sur le matériel fourni parla société ORANGE et la dépose des câbles aériens et non à l'enfouissement des réseaux, lequel est réalisé et facturé par la société EUROVIA.

M. le Maire profite de l'occasion pour rappeler les objectifs de ces travaux :

- Elargissement de la voie ;
- Disparition des câbles telecom en aérien ;
- Neutralisation d'une citerne fuel privée sur le domaine public ;
- Règlement des problèmes d'eau pluviales.

Il précise que le futur Maire devra réfléchir au sens de circulation de cette voie.

Il est proposé à la commune d'approuver la convention avec ORANGE pour réaliser l'opération, étant précisé que le travail de mise en souterrain est réalisé par l'entreprise de T.P. EUROVIA.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**Approuve la convention** avec l'entreprise ORANGE pour la fourniture de matériel de télécom et la dépose des installations aériennes dans le cadre de l'opération d'enfouissement de réseaux de télécommunication rue du Borgé telle que présentée ci-dessus (convention jointe).

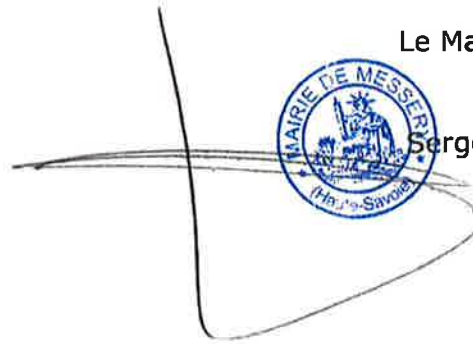
La secrétaire de séance

Lucille SCHEFZICK



Le Maire

Serge BEL



## CONVENTION

### RELATIVE AU DEPLACEMENT EN SOUTERRAIN A DES FINS ESTHETIQUES DES RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

N° PG11-25-177235

Entre :

Commune Messery, Chemin de la cure représentée par M. BEL Serge , en sa qualité de Maire, dûment habilité(e).

Désignée ci-après sous la dénomination « **Collectivité** »

Et :

**ORANGE,**

Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 Euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 380 129 866, ayant son siège social au 111, Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy les Moulineaux domiciliée pour les présentes en sa Direction Orange Grand Sud Est, sise Orange Lumière – Bâtiment SUD 5° étage - 131 Avenue Felix Faure 69003 LYON, représentée par Monsieur Nicolas Drouillet, Directeur Orange Grand Sud Est,

Désignée ci-après sous la dénomination « **Orange** »

d'autre part,

Et collectivement désignées sous la dénomination « **les parties** ».

Il est convenu ce qui suit :

#### PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en valeur de la qualité esthétique et environnementale du territoire la collectivité a demandé à Orange de procéder au déplacement en souterrain de ses ouvrages de communications électroniques.

Les parties ont convenu que la collectivité indemniserà l'opérateur du déplacement de ses ouvrages et procédera en conséquence au remboursement des dépenses que l'opérateur engagera au titre de la présente convention.

#### **Définitions générales :**

Dans la présente convention, on entend par :

- « **installations de communications électroniques** » : désignent les ouvrages de génie civil (canalisations, fourreaux, les chambres de tirage y compris les cadres et trappes et les bornes de raccordement et chambre),
- « **équipements de communications électroniques** » : désigne l'ensemble des câbles et ses accessoires.

#### ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières concernant les travaux relatifs au déplacement des réseaux de communications électroniques propriété d'Orange réalisés à l'occasion de l'opération situés :

Adresse des travaux : **rue du Borgé**

Commune de : **MESSERY**

Département : **74**

#### ARTICLE 2 – PROJET DE DEVOIEMENT

La présente convention s'applique aux installations et équipements de communications électroniques propriété d'Orange et implantés sur le domaine public routier de la collectivité, définis à l'article 1 de la présente convention, tels que décrits ci-dessous :

#### ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION DEPLACEMENT DES RESEAUX

- Réalisation des études et élaboration du projet technique de déplacement des réseaux visés à l'article 1.
- Réalisation d'une tranchée et pose des installations de communications électroniques (génie civil),
- Retrait des supports et des équipements concernés (pour les supports d'Orange, sous réserve de la dépose par leur propriétaire des éventuels câbles propriété d'opérateurs tiers installés sur lesdits supports).
- Câblage dans les installations de communications électroniques souterraines (GC) en remplacement des câbles aériens déposés propriété d'Orange

#### ARTICLE 4 – REALISATION DES ETUDES ET PRESTATIONS

##### **4-1 Etudes**

- **ORANGE** dans le cadre de son assistance technique, réalise les études relatives aux installations de communications électroniques ainsi que l'étude de câblage et fournit :

- le plan des installations de communications électroniques des ouvrages initiaux :
  - le dimensionnement des ouvrages et leur position
  - l'implantation et le type des chambres

- le schéma de modification des équipements de communications électroniques des services de communication électroniques concernés par le périmètre des travaux.

-La Collectivité fournit à Orange les documents suivants :

- la fiche de présentation de l'opération
- le plan de situation
- le plan de masse et tous documents utiles à la définition des besoins.

#### 4-2 Travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques

##### -ORANGE :

- a) établit l'esquisse des installations de communications électroniques (études de génie civil), telle que définie à l'article 4-1
- b) communique à la collectivité le référentiel technique définissant les règles de construction des installations de communications électroniques et apporte à la collectivité, à sa demande, une assistance technique
- c) valide le projet de génie civil réalisé par la collectivité (plan d'exécution)
- d) fournit l'ensemble du matériel des installations de communications électroniques (fourreaux, chambres, cadres), ainsi que le petit matériel de génie civil (tampons, grillage - avertisseur, colle...)
- e) établit le procès-verbal de réception des travaux de génie civil avant les opérations de câblage
- f) réalise dans la zone à aménager les opérations de câblage, pour les équipements dont elle est propriétaire, en tenant compte des différentes phases de travaux ou intervenants si nécessaire
- g) procède à la dépose de ses anciens câbles, de ses supports -sous réserve de la dépose des câbles propriété d'autres opérateurs installés sur ses supports aériens abandonnés- et de ses accessoires abandonnés
- h) ne procède pas à la dépose des câbles propriété d'autres opérateurs installés sur ses supports aériens abandonnés

##### -La collectivité :

- a) notifie toute modification du projet à Orange
- b) communique à Orange le planning des travaux
- c) réalise les travaux de génie civil de la fouille
- d) procède à la pose des installations de communications électronique dans la fouille prévue à cet effet
- e) demande à Orange le contrôle et la réception des installations de communications électroniques
- f) s'assure des levées de réserves pour l'obtention du « certificat de conformité au référentiel technique »
- g) sollicite les autorisations administratives nécessaires aux opérations qu'elle assure (arrêtés de circulation, autorisation de travaux, ...)

### ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE DEPLACEMENT DES RESEAUX

#### 5-1 Réalisation des installations dans le domaine public routier

- La date de début des travaux est communiquée à Orange au moins dix jours à l'avance.
- Les travaux sont exécutés par la Collectivité, conformément au projet et aux dispositions prévues par le référentiel technique.
- La Collectivité définit dans ses dossiers de consultation d'entreprises, les dispositions à prendre pour la protection des câbles lors de l'exécution des terrassements et des couches de chaussée et ce, conformément aux éventuelles prescriptions fournies par Orange.

#### 5-2 Travaux de génie civil

Les travaux de génie civil seront réalisés par l'entreprise qui intervient dans le cadre du marché relatif à l'opération d'aménagement, le cas échéant, certifiée ou agréée par Orange.

La pose est réalisée conformément aux spécifications techniques d'Orange, contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP1593 (cahier des clauses techniques particulières) édition en vigueur.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux spécifications visées au CCTP1593 précité ; document à disposition, sur demande, auprès d'Orange.

#### 5-3 Travaux de câblage

Orange assure directement, pour les câbles dont elle est propriétaire, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de tous les travaux de câblage (tirage et raccordement en souterrain des câbles) ainsi que de la dépose du réseau abandonné.

#### 5-4 Adduction et génie civil dans les propriétés privées

A défaut, d'accord trouvé avec les propriétaires riverains pour enfouir la partie privative de leur branchement, Orange conservera ou posera, en tant que de besoin, un poteau en limite du domaine public et maintiendra le raccordement des clients concernés en aérien.

#### 5-5 Accès

Orange peut effectuer – si elle le juge utile - des visites de chantiers et faire part à la collectivité de ses observations éventuelles notamment pour tout ce qui pourrait avoir des incidences sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que sur la bonne exploitation des équipements de communications électroniques.

### ARTICLE 6 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

#### 6 -1 Contrôle

Orange participe en tant que de besoin aux réunions de chantier selon son appréciation ou sur demande expresse de la collectivité.

Dans tous les cas, Orange sera destinataire des comptes rendus de réunion de chantier.

## **6-2 Réception des travaux**

Après achèvement des travaux relatifs aux installations de communications électroniques (génie civil), la collectivité en informe Orange par écrit, afin de procéder aux opérations de réception.

Cette demande de vérification est accompagnée de tous les documents ainsi que de toutes les prestations nécessaires à la vérification technique et, notamment :

- L'établissement du plan de récolement relatif aux installations de communications électroniques (génie civil) coté, à l'échelle 1/200<sup>ème</sup> au format DWG
- Les fiches d'essais des alvéoles,
- Le pré-aiguillage des fourreaux.

Cette demande est effectuée au moins deux semaines avant la date souhaitée pour la réunion de réception.

La réception est effectuée de manière contradictoire entre Orange et la collectivité.

Un constat contradictoire est alors établi ; les conclusions de la réception sont consignées dans un procès-verbal signé par les deux parties en deux exemplaires.

Au vu du constat contradictoire, Orange :

- prononce la réception sans réserve,
- Ou - prononce la réception avec réserves en fixant un délai de reprise des malfaçons,
- Ou - refuse la réception des installations en fixant un délai de reprise des malfaçons.

Dans les deux derniers cas, passé le nouveau délai, un nouveau constat contradictoire est établi suivant la procédure ci-dessus.

Le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

La réception sans réserve des installations de communications électroniques est un préalable à la réalisation des travaux de câblage par Orange ou par l'entreprise dûment mandatée par ses soins.

## **6-3 Plan de récolement géo référencé**

Conformément à la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la collectivité fait procéder à la fin des travaux au relevé topographique de l'installation, avec pour objectif la connaissance en 3D du réseau pour toute intervention future.

Le plan de récolement géo référencé, établi conformément à l'annexe est remis lors de la réception des opérations de génie civil.

## **ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

La collectivité prend en charge les prestations qu'elle réalise dans le cadre de la présente convention.

La collectivité indemnise Orange du déplacement en souterrain de son réseau aérien par la prise en charge des études, du matériel et prestations de câblage ainsi que de dépose des réseaux abandonnés d'Orange définies à l'article 4 de la présente convention.

Le montant de la participation des travaux réalisés par Orange et à la charge de la collectivité est indiqué sur le devis estimatif n° **PG11-25-177235** joint à la présente convention en annexe.

Orange adressera un mémoire de dépenses sur la base des frais engagés établi net de taxe à la collectivité qui procèdera à son règlement dans les délais et selon les modalités réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 8 – PROPRIETE DES OUVRAGES – UTILISATION ULTERIEURE**

### **8-1 Propriété des installations de communications électroniques**

A compter de la date de réception sans réserve mentionnée sur le procès-verbal de réception des installations déplacées de communications électroniques, ces dernières sont la propriété d'Orange qui en assure l'entretien et la gestion.

### **8-2 Propriété du câblage**

Orange est propriétaire des câbles qu'elle a déployés dans les installations de communication électronique nouvellement créées et, à ce titre, en assure l'exploitation et la maintenance.

### **8-3 Autorisation d'occuper le domaine public**

Orange sollicite un arrêté portant permission de voirie auprès du gestionnaire de voirie et s'acquittera du paiement de la redevance liée à l'occupation du domaine public routier, conformément aux prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

### **9-1 Responsabilité**

Les parties à la présente convention sont responsables de tous dommages matériels directs qui pourraient être causés du fait ou à l'occasion des prestations ou des travaux dont elles auraient respectivement la responsabilité, que ceux-ci soient effectués par leur

personnel ou par les entreprises travaillant pour leur compte, dans le cadre des travaux réa  
dommages indirects et/ou immatériels.

Les dommages indirects et/ou immatériels sont ceux qui ne résultent pas directement de leur fait fautif de celui de leurs  
cocontractants, notamment de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice et de préjudice commercial et autre perte de revenus.

Les parties demeurent responsables du respect des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables à leurs travaux respectifs  
réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et leur maîtrise d'œuvre.

Le respect de la législation en matière de sécurité à l'intérieur du chantier reste du ressort de chaque maître d'ouvrage.

#### **9-2 Assurances**

Les parties déclarent être titulaires de polices d'assurances leur permettant de couvrir leurs responsabilités susceptibles d'être mises  
en cause dans le cadre de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle liera les parties jusqu'à réalisation complète des travaux  
objet de la présente convention, incluant les prescriptions citées à l'article 8 de la présente (la date de réception sans réserve et  
dépôt de la demande d'arrêt portant permission de voirie), et règlement des sommes dues selon les modalités prévues.

La présente convention sera caduque si les travaux ne sont pas commencés dans un délai de 18 mois à compter de sa signature.  
Les frais engagés par Orange comprenant notamment les frais d'études lui seraient alors intégralement remboursés par la  
collectivité.

#### **ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes demandes de modifications du projet initial ou de travaux supplémentaires, formulées par la collectivité, devront faire  
l'objet d'un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 12 – RESILIATION**

Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée  
infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 – LITIGES ET JURIDICTION**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, toute contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant la  
juridiction compétente.

#### **ARTICLE 14 – PIECES CONSTITUTIVES DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- La présente convention,
- Annexes :
  - Plan de projet Orange (AS n°2503884)
  - Devis de travaux N° PG11-25-177235
  - Modalités relatives à l'élaboration du plan de récolement géo référencé

Fait le 23 février 2026

**Pour Orange**  
**Le Directeur d'Orange**  
**Grand Sud Est,**

**Pour la collectivité,**  
**Le M.,**

**Mireille Gastaldo**  
**Correspondante Collectivités Locales**



#### **ANNEXE**

## **MODALITES RELATIVES A L'ELABORATION DU PLAN DE RECOLEMENT GEO REFERENCE**

Conformément à la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la collectivité fait procéder à la fin des travaux au relevé topographique de l'installation, avec pour objectif la connaissance en 3D du réseau pour toute intervention future.

Textes en vigueur :

- o Décret 2011-1241 du 05 octobre 2011
- o JORF n° 0233 du 07 octobre 2011
- o Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement
- o JORF n° 0045 du 22 février 2012 – Page 2988 / texte n° 10

Tout relevé est géoréférencé (x, y, z), quel que soit le mode de mesure utilisé, direct ou indirect. Le nombre et la localisation des relevés ainsi que la technologie employée sont déterminés de sorte à garantir la localisation du tronçon concerné dans la classe de précision A.

La précision de ce relevé est telle que, pour tous travaux ultérieurs à proximité de la même installation, aucune investigation complémentaire ne soit nécessaire pour localiser l'ouvrage.

Tout relevé est effectué en génératrice supérieure de l'ouvrage ou du tronçon d'ouvrage si celui-ci est souterrain ou subaquatique, ou en génératrice inférieure pour un ouvrage ou tronçon d'ouvrage aérien.

Au titre de ses missions d'exploitant de réseau, Orange assurera dans le respect de la réglementation en vigueur, les démarches de déclaration des ouvrages auprès du Guichet Unique et assurera la réponse aux DT/DICT en classe A pour toutes les nouvelles installations dont le dossier de récolement est remis en fin de travaux.

Le dossier de récolement se compose :

- d'un plan géo référencé dans le système de référence planimétrique et altimétrique, conformément au décret n° 2006-272 du 3 mars 2006 (modifiant le décret n° 2000-1276 du 26 décembre 2000) ; ce plan est restitué au format numérique (.dxf ou .dwg) compatible avec les logiciels DAO ou SIG du marché,
- d'un carnet de point résultant des relevés topographiques d'ouvrages (x,y,z) ; la codification des points doit permettre de distinguer les éléments de positionnement par nature d'ouvrage ou d'objet et les points particuliers,
- d'un fichier d'informations relatif à la prestation de relevé conformément aux textes en vigueur ; ce fichier apporte principalement, les indications suivantes :
  - Identification du maître d'ouvrage
  - Nom de l'entreprise qui effectue le levé
  - Date de la mesure
  - Nature de l'ouvrage
  - Marque et numéro du matériel de mesure
  - Incertitude de mesure

L'ensemble de la prestation répond aux exigences de la norme AFNOR NF S70-003 Parties 1,2 et 3.